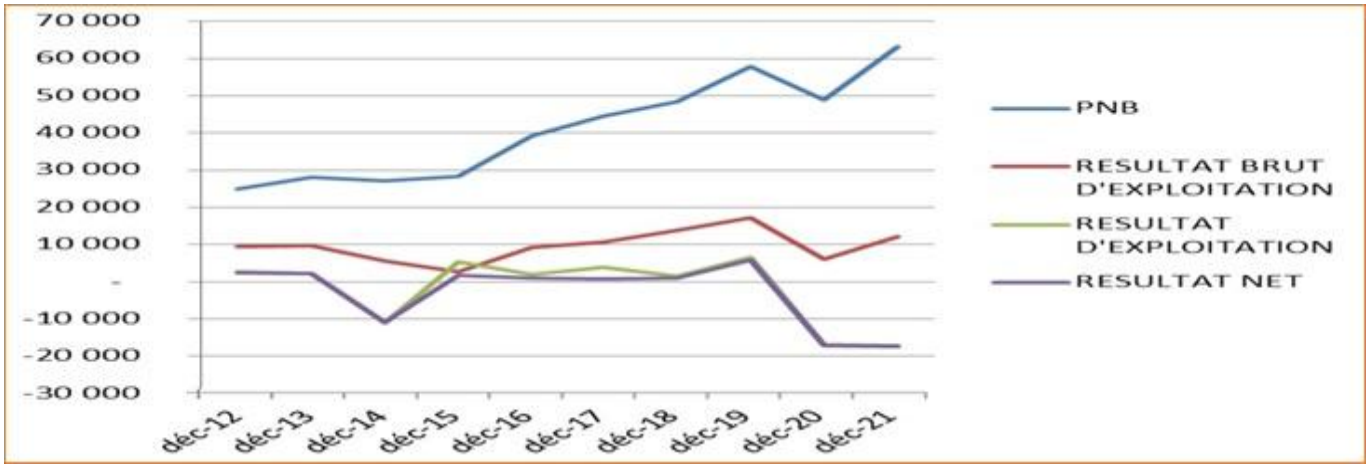
La BTE, une banque mise à mal par les difficultés de trois groupes

La BTE, une ancienne banque mixte tuniso-émiratie de développement créée en 1982, convertie en banque universelle en 2004. Son capital est passé en 1995, de 50 MDT à 90 MDT par incorporation des réserves pour 20 MDT et son introduction en Bourse également pour 20 MDT, via des actionnaires prioritaires sans droit de vote dont le nombre s'élève à ce jour à 5070. Le dossier de cession par les actionnaires majoritaires (Etat Tunisien et ADIA) de leurs parts dans le capital de la Banque au profit d'un investisseur stratégique est toujours d'actualité et se trouve à un stade avancé.

Une remarque à faire, avant d'aller plus loin dans les chiffres : La BTE est l'une des très rares, sinon la seule banque, qui a eu l'intelligence managériale d'évaluer son patrimoine pictural et de l'intégrer dans les fonds propres. Dans le cas présent, elle dispose désormais d'un patrimoine d'œuvres d'art tunisien (Voir photo ci-haut) d'un peu plus de 2 MDT, selon d'expertes évaluations !



Une banque malade, qui se soigne avec Jalel Azouz à la barre

Dirigée par Jalel Azouz, la BTE réalisait en 2019 pour la première fois à ce niveau, un résultat positif de 5,914 MDT, après quatre exercices de petits résultats et un gros déficit (-10,9 MDT) de 2014. En 2020, à la pandémie et la hausse des provisions collectives, s'était ajouté le dossier « Tunisie Sucre » d'un groupe d'hommes d'affaires dont le Libyen Nouri Smida, qui lui a coûté une provision de 13 MDT, en plus des 6 MDT d'autres provisions collectives. La banque devait ainsi, au moins terminer un exercice 2020 à l'équilibre, l'avait alors clos avec un déficit de 17,1 MDT. Un déficit qui se creusera à presque 17,5 à la fin de 2021. Une année qui sera marquée, pour la BTE, par les grandes difficultés financières du groupe Loukil et les problèmes du groupe Hachicha d'Electrostar.

La banque qui réalisait, en 2021, le plus gros PNB (63,23 MDT) depuis sa création en 2012, pâtissait en fait du gouffre financier de l'ancien coût du risque qu'elle traîne depuis des années, et qui représente désormais 18,51 % de ses engagements, ou plus de 217 MDT en total créances classées. Et même si elles sont provisionnées à hauteur de 51,52 %, cela reste un taux de couverture très bas par rapport à la moyenne du secteur, pour autant qu'il puisse être considéré bon par rapport aux anciennes banques de développement non encore totalement assainies.

Actuellement, la BTE tendrait vers le ratio conventionnel de couverture, et travaille pour y arriver. Mais, tout ce qu'elle récolte est jusque-là bouffé par les provisions. « Ce que je tiens à dire, c'est que depuis 2018, on essaie de répartir nos engagements et mettre en sourdine certains grands groupes avec lesquels on travaille surtout au recouvrement. Et on a même pris congé de certains grands groupes, et favorisé les PME et les particuliers qui représentent désormais 37 % de nos engagements. Pour les autres, on tend plutôt à rationnaliser nos engagements en maximisant le taux de recouvrement. Et jusque-là, la machine tourne comme le montre le PNB de plus de 62 MDT, et comme pour nos différents ratios qui se redressent depuis 2 ans, après des années de pénalité pour non-conformité à ces ratios. Pour 2022, on table sur un retour au bénéfice avec un RN de plus 4 à 4,5 MDT malgré la crise et toute la conjoncture que nous vivons », précise Jalel Azouz pour African-manager.

Une banque subsaharienne sur les rangs pour racheter la BTE

Actuellement, la BTE vit au rythme d'une nouvelle recherche d'un investisseur stratégique et donc une nouvelle opération de privatisation en cours. Un opérateur libyen, installé dans 14 pays de l'Afrique Subsaharienne, serait fortement intéressé. La Data-Room et le « Due-deal » ont été déjà terminés après une période de 6 mois, l'acquéreur serait au stade de la présentation de l'offre financière, et la DG de la privatisation donnerait déjà des signes d'optimisme pour la bonne fin et l'aboutissement de cette opération de cession de plus de 78 % du capital de la BTE, sur laquelle Tunisie

et Emirats sont déjà d'accord. Il s'agirait, selon nos informations, de la BSIC (Banque Sahélo-Subsaharienne pour l'Investissement et le Commerce), au capital de 500 M€, et qui lorgnerait sérieusement la Tunisie comme base pour s'étendre en Afrique du Nord, et qui a déjà représentation en Tunisie depuis 2018.

« Si une nouvelle injection de capitaux se réalisait, soit en augmentation de capital ou à travers un partenaire stratégique, cela permettra de provisionner, définitivement et totalement, ce qui reste en engagements accrochés, et de repartir sur de nouvelles bases pour tirer la banque vers le haut », ajoute encore le DG de la banque, qui se digitalise et prépare déjà ce qu'elle appelle « l'agence à distance » qu'elle appellera « New BTE » qui permettra notamment d'élargir le spectre de sa cible-client, et de diminuer le coût d'extension de son réseau.

Où sont les ADP dans tout cela, et pourquoi un nouveau siège à 42 MDT ?

Quid alors des 20 % d'ADP, qui n'ont rien reçu en dividendes depuis au moins 5 ans, alors qu'ils devaient percevoir la somme globale de 1,7 MDT par an en guise de bénéfices ! On imagine à la BTE que le nouvel acquéreur pourrait les intéresser et reprendre cette importante part du capital. Et on imagine, aussi, que le CMF pourrait y veiller, en obligeant la banque qui rachèterait un peu plus de 78 % des Emirats et de la Tunisie, à reprendre le reste au même prix.

Entretemps, comme cette autre banque tuniso-libyenne dont le siège social est plus solide que ses finances, la BTE qui se faisait un siège flambant neuf alors qu'elle était assez lourdement déficitaire. « C'est un terrain acquis auprès de l'AFH. En 2011, cette dernière demandait qu'il soit bâti ou qu'il soit par elle repris. Et c'est à ce moment qu'avait été prise la décision de construire le nouveau siège de la BTE, et a été entamée la construction en 2016 », souligne Jalel Azouz comme pour expliquer qu'une banque déficitaire se construit un siège flambant neuf. Le budget initial de cette œuvre architecturale était de 40 MDT, et avait dû être construite à partir de l'activité de la banque, c'est le e pire des scénarios, même si avant cela, l'activité de la banque était éparpillée entre quatre locaux. Et bizarrement, le nouveau siège de la BTE avait dû être terminé par un crédit de 30 MDT pris chez une autre banque de la place qui reste à rembourser. C'est dire la bêtise de certaines décisions du secteur des petites banques, croyant que la grandeur est dans le bâtiment et non dans la gestion !

Source : African Manager